

(A)

(N° 235.)

Chambre des Représentants.

SESSION DE 1921-1922

COMMISSION DES PÉTITIONS DU MOIS DE MARS 1922

FEUILLETON AU 10 AVRIL 1922

PÉTITIONS EXAMINÉES PAR LA COMMISSION.

Numéros du feuilleton.	Numéros du registry des pétitions.
------------------------------	---

1. 1610. Par pétition datée de Dommartin (Saint-Georges s/Meuse), le 28 février 1922,

La dame Veuve Moussel-Burton proteste contre la retenue de la taxe professionnelle sur la pension qui lui est servie en sa qualité de veuve de militaire.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre des Finances.*

2. 1613. Par pétition datée de Louvain, le 5 mars 1922,

Le sieur Mathys Victor, instituteur, à Louvain, sollicite l'intervention de la Chambre pour obtenir le relèvement du taux de sa pension.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre des Sciences et des Arts.*

3. 1614. Par pétition datée de Marchienne-au-Pont, le 25 février 1922,

Le conseil communal de Marchienne-au-Pont émet le vœu de voir voter une loi obligeant les charbonnages en activité à constituer une caisse de réserve, qui viendrait en aide aux petits propriétaires préjudicierés par les dégâts miniers, après la cessation de l'exploitation du sous-sol.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de l'Industrie et du Travail.*

- | Numéros
du
feuilleton. | Numéros
du registre des
pétitions. | |
|------------------------------|--|---|
| 4. | 1617.
1621. | <p>Par pétition datée de Wavre, le 21 février 1922,
 Le secrétaire de l'Association libérale de Wavre demande la révision de la loi établissant un impôt sur le revenu.
 Même pétition du secrétaire de la Fédération locale socialiste de Fayt-lez-Manage.</p> <p>DÉCISION : <i>Renvoi à M. le Ministre des Finances.</i></p> |
| 5. | 1618. | <p>Par pétition datée de Rulles, le 27 février 1922,
 Le sieur Hinqué, cultivateur, à Rulles, sollicite l'intervention de la Chambre pour obtenir la réfection de la clôture que l'Administration des Chemins de fer a établie le long de sa propriété.</p> <p>DÉCISION : <i>Renvoi à M. le Ministre des Chemins de fer, Marine, Postes et Télégraphes.</i></p> |
| 6. | 1619. | <p>Par pétition datée d'Altert, le 25 février 1922,
 Le conseil communal de Altert émet le vœu de voir voter un projet de loi portant création de la commune de Nothomb formée des sections de Nothomb et Parette.</p> <p>DÉCISION : <i>Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Hygiène.</i></p> |
| 7. | 1620.
1626.
1644. | <p>Par pétition datée d'Anvers, le 6 mars 1922,
 Le sieur C. Malcorps, à Anvers, émet certaines considérations au sujet de la loi sur les loyers.
 Même pétition du sieur Etienne, Albert, ouvrier de l'État pensionné, à Nivelles; du sieur Lardinois, Edouard, à Auvelais; de la dame Veuve Franck-Preud'homme, à Seraing; du sieur Dewilde, Pierre, à Ixelles, et du sieur Degroot, à Bruxelles.</p> <p>DÉCISION : <i>Renvoi à M. le Ministre de la Justice.</i></p> |
| 8. | 1622. | <p>Par pétition datée de Gilly, le 10 mars 1922,
 Les président et secrétaire de la Commission administrative de l'école industrielle de Gilly émettent certaines considérations au sujet de l'arrêté royal du 1^{er} décembre 1921 réglant la profession de géomètre-arpenteur.</p> <p>DÉCISION : <i>Renvoi à M. le Ministre des Sciences et des Arts.</i></p> |
| 9. | 1623. | <p>Par pétition datée de Mozet,
 Le sieur Dessy, Louis, ouvrier agricole à Mozet, sollicite</p> |

Numéros
du
feuilleton. Numéros
du registre des
pétitions.

le relèvement du taux de la pension qui lui est servie en sa qualité de père d'officier tué à l'ennemi.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de la Défense nationale.*

10. 1624. Par pétition datée de Montigny-s/Sambre, le 11 janvier 1922,

Le conseil communal de Montigny-s/Sambre demande la suppression radicale des industries des boissons alcooliques distillées ou fermentées.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Premier Ministre, Ministre des Finances.*

11. 1625. Par pétition datée de Mont-s/Marchienne, le 10 mars 1922,

Le sieur Marievoet, A., pensionné de l'Administration des chemins de fer, à Mont-s/Marchienne, demande l'unification du taux des pensions.

DÉCISION : *Renvoi au Premier Ministre, Ministre des Finances.*

12. 1630. Par pétition datée de Mont-s/Marchienne, le 13 mars 1922,

Le sieur Heureux, Alphonse, à Mont-s/Marchienne, prie la Chambre de ne pas proroger la loi sur les loyers.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de la Justice.*

13. 1631. Par pétition datée de Termes, le 5 mars 1922,

L'administration communale de Termes sollicite l'intervention de la Chambre dans un différend avec la Société Nationale des Chemins de Fer Vicinaux.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre des Chemins de Fer, Marine, Postes et Télégraphes.*

14. 1634. Par pétition datée de Bruxelles, le 14 mars 1922,

1662. Le sieur E. Martin, à Uccle, demande la révision de la loi sur les loyers.

Même pétition du sieur Jamin, J., à Chênée ; du sieur J. Demartin, à Couillet, et du sieur Jos. Demy, à Liège.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de la Justice.*

Numéros
du
feuilleton. Numéros
du
registry des
pétitions.

15. 1635. Par pétition datée de Mons, le 15 mars 1922,
 Le Gouverneur de la province de Hainaut, au nom du Conseil provincial, émet le vœu de voir la législature et le Gouvernement renoncer au projet de faire payer une partie des suppléments de traitements des instituteurs et des employés communaux par les provinces.
- DÉCISION : *Dépôt sur le bureau pendant la discussion des projets de loi relatifs à l'amélioration de la situation financière des provinces et des communes.*
16. 1640. Par pétition datée de Strépy-Bracquegnies, le 14 mars
 1658. 1922;
 1660. Le conseil communal de Strépy-Bracquegnies demande
 1665. qu'il ne soit pas dressé de listes électorales pour les années où il ne doit pas y avoir d'élections périodiques.
 Même pétition des conseils communaux de Bellecourt, de Fayt-lez-Manage, de Familleureux, de Haine-St-Pierre et d'Orp-le-Grand.
- DÉCISION : *Renvoi à la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi dispensant les administrations communales de la publication des listes électorales.*
17. 1645. Par pétition datée de St Vith, le 20 mars 1922,
 Le sieur Schmutz, fonctionnaire pensionné des douanes prussiennes, sollicite l'intervention de la Chambre des Représentants pour que la pension qui lui a été allouée par l'État prussien lui soit payée en monnaie belge.
- DÉCISION : *Renvoi à M. le Premier Ministre Ministre des Finances.*
18. 1647. Par pétition datée d'Anvers, le 20 mars 1922,
 Le Gouverneur de la province d'Anvers transmet un vœu du Conseil provincial de cette province demandant à la Chambre de voter une proposition de loi concernant l'enseignement et l'apprentissage professionnels.
- DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de l'Industrie et du Travail.*
19. 1648. Par pétition datée de Dommartin-s/Meuse, le 21 mars 1922,
 Le sieur Simonis, Zacharie, à Dommartin (Saint-Georges-s/Meuse), sollicite l'intervention de la Chambre pour obtenir

Numéros
du
feuilleton. Numéros
du registre des
pétitions.

le paiement des allocations qui lui seraient dues à la suite du décès de son fils, ancien soldat,

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de la Défense nationale.*

20. 1653. Par pétition datée de Jemelle, le 27 mars 1922,

Les anciens combattants et déportés de Jemelle protestent contre le renvoi des anciens combattants et déportés des ateliers de Jemelle.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre des Chemins de Fer, Marine, Postes et Télégraphes.*

21. 1661. Par pétition daté de Liège, le 28 mars 1922,

Le Conseil communal de Liège émet le vœu de voir le Gouvernement prendre immédiatement toutes mesures de nature à assurer la sécurité de nos compatriotes que leurs fonctions obligent à résider en Allemagne.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Premier Ministre, Ministre des Finances.*

22. 1670. Par pétition datée de Gand, le 29 mars 1922,

Le secrétaire général de la section gantoise de la Fédération nationale des combattants émet le vœu de voir le Gouvernement prendre des mesures énergiques pour obtenir le châtiment de l'assassin d'un officier belge en Allemagne occupée.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Premier Ministre, Ministre des Finances.*

les

(λ)

(Nr 235.)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

ZITTINGSJAAR 1921-1922.

COMMISSIE VOOR DE VERZOEKSCHRIFTEN (MAART 1922)

LIJST TOT OP 10 APRIL 1922.

VERZOEKSCHRIFTEN DOOR DE COMMISSIE ONDERZOCHT.

Nummers van de lijst.	Nummers van het register voor de verzoekschriften.
-----------------------------	--

1. 1610. Bij verzoekschrift uit Dommartin (Saint-Georges-s/Meuse), gedagteekend 28 Februari 1922,
Teekent mevrouw Weduwe Mousset-Burton verzet aan tegen de afhouding der bedrijfsbelasting van het pensioen dat haar, als weduwe van een militair, wordt uitgekeerd.
BESLUIT : Te verwijzen naar den Minister van Financiën.
2. 1613. Bij verzoekschrift uit Leuven, gedagteekend 5 Maart 1922,
Roekt de heer Mathys, Victor, onderwijzer, te Leuven, de tusschenkomst in van de Kamer, ten einde cene verhoging te bekomen van zijn pensioen.
BESLUIT : Te verwijzen naar den Minister van Wetenschappen en Kunsten.
3. 1614. Bij verzoekschrift uit Marchienne-au-Pont, gedagteekend 25 Februari 1922,
Drukt de Gemeenteraad van Marchienne-au-Pont den wensch uit, dat cene wet aangenomen worde, waarbij de werkende steenkolenmijnen verplicht worden eene

Nummers Nummers
van van het register voor
de lijst. de verzoekschriften.

reservekas te stichten om te hulp te komen aan de kleine eigenaars die, na het ophouden der ontginding van den ondergrond, door de mijnwerken schade hebben geleden.

BESLUIT : Te verwijzen naar den Minister van Nijverheid en Arbeid.

4. 1617. Bij verzoekschrift uit Waver, gedagteekend 21 Februari 1922,

Vraagt de secretaris der Liberale Vereeniging, te Waver, de herziening der wet tot invoering eener belasting op de inkomsten.

Zelfde verzoekschrift vanwege het plaatselijk Socialistisch Verbond van Fayt-lez-Manage.

BESLUIT : Te verwijzen naar den Minister van Financiën.

5. 1618. Bij verzoekschrift uit Rulles, gedagteekend 27 Februari 1922,

Vraagt de heer Hinque, landbouwer, te Rulles, de tussenkomst der Kamer om de herstelling te bekomen van de afsluiting welke het Bestuur der Spoorwegen langs zijn eigendom heeft aangebracht.

BESLUIT : Te verwijzen naar den Minister van Spoorwegen, Zeewezen, Posterijen en Telegrafen.

6. 1619. Bij verzoekschrift uit Attert, gedagteekend, 25 Februari 1922,

Drukt de gemeenteraad van Attert den wensch uit, dat ecne wet aangenomen worde tot oprichting der gemeente Nothomb, bestaande uit de sectiën Nothemb en Parethe.

BESLUIT : Te verwijzen naar den Minister van Binnenlandsche Zaken en Volksgezondheid.

7. 1620. Bij verzoekschrift uit Antwerpen, gedagteekend 6 Maart 1922,

1626. Doet de heer C. Malcorps, te Antwerpen, zekere bedenkingen gelden in zake de huishuurwet.

Zelfde verzoekschrift vanwege den heer Etienne, Albert, gepensionneerd Staatswerkman te Nijvel; vanwege den heer Lardinois, Edouard, te Auvelais; vanwege mevrouw weduwe Franck-Preud'homme, te

- | Nummers
van
de lijst. | Nummers
van het register voor
de verzoekschriften. |
|-----------------------------|---|
| | Seraing; vanwege den heer Dewilde, Pierre, te Elsene,
en vanwege den heer Degroot, te Brussel. |
| | BESLUIT : Te verwijzen naar den Minister van Justitie. |
| 8. | 1622. Bij verzoekschrift uit Gilly, gedagteekend 10 Maart 1922,

Brengen de Voorzitter en Secretaris der Bestuurscommissie van de Nijverheidsschool, te Gilly, zekere bedenkingen in het midden betreffende het Koninklijk besluit van 1 December 1921 tot regeling van het beroep van landmeter. |
| | BESLUIT : Te verwijzen naar den Minister van Wetenschappen en Kunsten. |
| 9. | 1623. Bij verzoekschrift gedagteekend uit Mozet,

Vraagt de heer Dassy, Louis, landbouwwerkman, te Mozet, de verhoging van het pensioen dat hem, als vader van een bij den vijand gedood officier, wordt uitgekeerd. |
| | BESLUIT : Te verwijzen naar den Minister van Landsverdediging. |
| 10. | 1624. Bij verzoekschrift uit Montigny-s/Sambre, gedagteekend 11 Januari 1922,

Vraagt de gemeenteraad van Montigny-s/Sambre de volledige afschaffing van de nijverheidsbedrijven welke gedistilleerde of gegiste alcoholische dranken vervaardigen. |
| | BESLUIT : Te verwijzen naar den Eersten Minister,
Minister van Financiën. |
| 11. | 1625. Bij verzoekschrift uit Mont-s/Marchienne, gedagteekend 10 Maart 1922,

Vraagt de heer Marievoet, A., gepensionneerde van het Beheer der Spoorwegen, te Mont-s/Marchienne, dat er eenheid gebracht worde in het bedrag der pensioenen. |
| | BESLUIT : Te verwijzen naar den Eersten Minister,
Minister van Financiën. |

- | Nummers
van
de lijst. | Nummers
van het register voor
de verzoekschriften. |
|-----------------------------|--|
| 12. | <p>1630. Bij verzoekschrift uit Mont-s/Marchienne, gedagteekend 13 Maart 1922,
 Verzoekt de heer Heureux, Alphonse, te Mont-s/Marchienne, de Kamer den geldigheidsduur van de huishuurwet niet te verlengen.</p> <p>BESLUIT : <i>Te verwijzen naar den Minister van Justitie.</i></p> |
| 13. | <p>1631. Bij verzoekschrift uit Termes, gedagteekend 5 Maart 1922;
 Vraagt het gemeentebestuur van Termes dat de Kamer tusschenbeide kome in een geschil met de Nationale Maatschappij der Buurtspoorwegen.</p> <p>BESLUIT : <i>Te verwijzen naar den Minister van Spoorwegen, Zeeën, Posterijen en Telegrafen.</i></p> |
| 14. | <p>1634. Bij verzoekschrift uit Brussel, gedagteekend 14 Maart 1922,</p> <p>1662. Vraagt de heer E. Martin, te Ukkel, de herziening van de huishuurwet.
 Zelfde verzoekschrift vanwege den heer Jamin, J., te Chénée; vanwege den heer J. Demartin, te Couillet, en vanwege den heer Jos Demy, te Luik.</p> <p>BESLUIT : <i>Te verwijzen naar den Minister van Justitie.</i></p> |
| 15. | <p>1638. Bij verzoekschrift uit Bergen, gedagteekend 15 Maart 1922,
 Drukt de Gouverneur van de provincie Henegouw, namens den Provincialen Raad, den wensch uit, dat de wetgeving zou afzien van het ontwerp om een gedeelte der bijwedden van de onderwijzers en van de gemeenteambtenaren door de Provinciën te doen betalen.</p> <p>BESLUIT : <i>Neerlegging op het bureel gedurende de behandeling van de wetsontwerpen betreffende de verbetering van den financieelen toestand der provinciën en der gemeenten.</i></p> |
| 16. | <p>1640. Bij verzoekschrift uit Strépy-Bracquegnies, gedagteekend 14 Maart 1922,</p> <p>1658. Vraagt de gemeenteraad van Strépy-Bracquegnies
 1660. dat er geen kiezerslijsten worden opgemaakt voor de</p> |

Nummers
van
de lijst. Nummers
van het register voor
de verzoekschriften.

jaren dat er geene periodieke verkiezingen moeten plaats hebben.

Zelfde verzoekschrift vanwege de gemeenteraden van Bellecourt, van Fayt-lez-Manage, van Familleureux, van Haine-Saint-Pierre en van Orp-le-Grand.

BESLUIT : Te verwijzen naar de Bijzondere Commissie belast met het onderzoek van het wetsvoorstel, waarbij de gemeentebesturen worden vrijgesteld de kiezerslijsten op te maken.

17. 1643. Bij verzoekschrift uit Sint-Vith, gedagteekend 20 Maart 1922,

Vraagt de heer Schmutz, gepensioneerd beambte van den Pruisischen toldienst, de tusschenkomst van de Kamer opdat het hem door den Pruisischen Staat toegekende pensioen in Belgische munt worde uitbetaald.

BESLUIT : Te verwijzen naar den Eersten Minister, Minister van Financiën.

18. 1647. Bij verzoekschrift uit Antwerpen, gedagteekend 20 Maart 1912,

Maakt de Gouverneur der provincie Antwerpen een wensch over van den Provinciaal Raad dezer provincie, waarbij aan de Kamer wordt gevraagd, een wetsontwerp aan te nemen betreffende het vakonderwijs en de vakopleiding.

BESLUIT : Te verwijzen naar den Minister van Nijverheid en Arbeid.

19. 1648. Bij verzoekschrift uit Dommartin-s/ Meuse, gedagteekend 21 Maart 1922,

Vraagt de heer Simonis, Zacharie, te Dommartin (Saint-Georges-s/Meuse), de tusschenkomst van de Kamer ten einde de betaling te bekomen van de tegemoetkomingen die hem, wegens het overlijden van zijn zoon, oudstrijder, zouden verschuldigd zijn.

BESLUIT : Te verwijzen naar den Minister van Landverdediging.

20. 1653. Bij verzoekschrift uit Jemelle, gedagteekend 27 Maart 1922,

Teekenen de oudstrijders en weggevoerden verzet

Nummers Nummers
 van van het register voor
 de lijst. de verzoekschriften.

**aan tegen het wegzendende van de oudstrijders en weg-
 gevoerden uit de werkplaatsen van Jemelle.**

**BESLUIT : Te verwijzen naar den Minister van Spoor-
 wegen, Zeewesen Posterijen, en Telegrafen.**

- 21. 1661.** Bij verzoekschrift uit Luik, gedagteekend 28 Maart
 1922,

Drukt de gemeenteraad van Luik den wensch uit, dat
 de Regeering onmiddellijk alle maatregelen zou treffen,
 geschikt om de veiligheid te verzekeren van onze land-
 genooten, welke door hunne ambtsbezigheden ver-
 plicht zijn in Duitschland te verblijven.

**BESLUIT : Te verwijzen naar den Eersten Minister,
 Minister van Financiën.**

- 22. 1670.** Bij verzoekschrift uit Gent, gedagteekend 29 Maart
 1922,

Drukt de algemeene seeretaris der Gentsche afdeel-
 ling van den Nationalen Bond der Oudstrijders den
 wensch uit, dat de Regeering krachtige maatregelen
 neme opdat de moordenaar van een in bezet Duitsch-
 land verblijvend Belgisch officier gestraft worde.

**BESLUIT : Te verwijzen naar den Eersten Minister,
 Minister van Financiën.**

